

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1968-1969.

24 JANVIER 1969.

Projet de loi modifiant la loi sur l'enseignement maritime, coordonnée par l'arrêté royal du 20 septembre 1960.

EXPOSE DES MOTIFS

MESSIEURS,

La loi sur l'enseignement maritime, coordonnée le 20 septembre 1960 est essentiellement inspirée de la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique.

En ce qui concerne l'allocation de subventions-traitements au personnel des établissements subventionnés la subvention-traitement d'activité est égale au traitement auquel l'intéressé aurait droit s'il était membre du personnel enseignant de l'Etat.

Or, pour les établissements subventionnés, dont il n'existe pas d'établissement de l'Etat similaire (p. ex. Ecole supérieure de Radionavigation), la législation en vigueur ne prévoit aucune disposition concernant l'établissement des subventions-traitements.

Par l'article 1 du projet de loi, qui vous est soumis ci-après, une telle disposition est insérée.

Pour l'« Œuvre Royale « Ibis », Ecole des Pupilles de la Pêche, a.s.b.l., un établissement spécial et unique en Belgique, comportant une école primaire, une division d'enseignement de la pêche maritime et un internat, l'Etat prend également (Convention du 2 août 1952) à sa charge, en dehors de la législation sur l'enseignement maritime, les traitements du personnel surveillant et ouvrier, les frais d'équipement, de nourriture, d'éducation et d'entretien des élèves, ainsi que l'entretien des bâtiments.

Le but de l'article 2 du projet de loi est de fixer légalement ces règles de subvention.

Le Ministre des Communications,

A. BERTRAND.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1968-1969.

24 JANUARI 1969.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet op het zeevaartonderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 september 1960.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEREN,

De wet op het zeevaartonderwijs, gecoördineerd op 20 september 1960 is in hoofdzaak geïnspireerd door de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het larger, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs.

Wat de toekenning van de weddetoelagen aan het personeel van de gesubsidieerde inrichtingen betreft, is de activiteitsweddetoelage gelijk aan de wedde waarop de betrokkene aanspraak zou hebben, indien hij tot het onderwijzend rijkspersoneel behoorde.

Welnu, voor de gesubsidieerde inrichtingen, waarvan geen gelijkaardige rijksinrichtingen bestaan (bv. de Hogere Radionavigatieschool), is er in de van kracht zijnde wetgeving geen enkele bepaling voorzien betreffende het vaststellen van de weddetoelagen.

Door artikel 1 van het wetsontwerp, dat U hierna wordt voorgelegd, wordt dergelijke bepaling ingelast.

Voor de bijzondere en enige inrichting in ons land : « Koninklijk Werk « Ibis », Kwekelingschool der Zeevisserij V.Z.W.O., omvattende een lagere school, een afdeling zeevisserijonderwijs en een internaat, neemt de Staat (overeenkomst van 2 augustus 1952) buiten de algemene wetgeving op het zeevaartonderwijs, ook te zijnen laste de wedden van het toezichts- en werkliedenpersoneel, de kosten van uitrusting, voeding, scholing en onderhoud der kinderen, alsmede het onderhoud der gebouwen.

Het doel van artikel 2 van het wetsontwerp is deze subsidiëring wettelijk vast te stellen.

De Minister van Verkeerswezen,

A. BERTRAND.

PROJET DE LOI**BAUDOUIN,**

ROI DES BELGES,

*A tous, présents et à venir,
SALUT.*

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Communications est chargé de de présenter en Notre Nom, aux Chambres Législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 36 de la loi sur l'enseignement maritime coordonnée par l'arrêté royal du 20 septembre 1960 est complété comme suit :

« Lorsqu'il n'existe pas d'établissement de l'Etat similaire, le Roi, après délibération en Conseil des Ministres, détermine, pour les membres du personnel des établissements subventionnés, les modalités de fixation des subventions-traitements. »

ART. 2.

Dans la même loi coordonnée, un article 32 *bis*, rédigé comme suit, est inséré :

« Article 32 *bis*. — En dérogation des articles 32, 31, 36, 39 et 40 des subventions-traitements sont accordées pour les membres du personnel de l'Œuvre Royale « Ibis », Ecole des pupilles de la Pêche maritime, association sans but lucratif. L'Etat prend aussi à sa charge les frais d'équipement, de nourriture, d'éducation et d'entretien des élèves. En outre il octroie une subvention pour couvrir les frais d'entretien des bâtiments.

» Le Roi détermine les modalités de fixation des subventions. »

ART. 3.

Les subventions et autres interventions accordées à l'Œuvre Royale « Ibis », en exécution des lois budgétaires, entre le 1^{er} septembre 1958 et la date d'entrée en vigueur de la présente loi tombent sous l'application de l'article 2.

Donné à Motril, le 30 décembre 1968.

BAUDOUIN.

Par le Roi :

Le Ministre des Communications,

A. BERTRAND.

ONTWERP VAN WET**BOUDEWIJN,**

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen,
ONZE GROET.*

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Verkeerswezen is gelast, in Onze Naam, bij de Wetgevende Kamers, het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 36 van de wet op het zeevaartonderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 september 1960 wordt als volgt aangevuld :

« Als er geen overeenkomstige Rijksonderwijsinrichting bestaat, stelt de Koning, na overleg in de Ministeraad, voor de leden van het personeel van de gesubsidieerde inrichtingen, de nadere regelen vast voor het bepalen van de weddetoelagen. »

ART. 2.

In dezelfde gecoördineerde wet wordt een artikel 32 *bis* ingelast, luidend als volgt :

« Artikel 32 *bis*. — In afwijking van de artikelen 32, 34, 36, 39 en 40 worden weddetoelagen verleend voor de personeelsleden van het Koninklijk Werk « Ibis », Kwekelingschool der Zeevisserij, vereniging zonder winstoogmerken. De Staat neemt eveneens te zijnen laste de kosten van uitrusting, voeding, scholing en onderhoud van de leerlingen. Bovendien verleent hij een toelage tot dekking der kosten van onderhoud van de gebouwen.

» De Koning bepaalt de wijze waarop de toelagen worden verleend. »

ART. 3.

De toelagen en andere tussenkomsten verstrekt aan het Koninklijk Werk « Ibis », in uitvoering van de begrotingswetten, tussen 1 september 1958 en de datum van in werking treding van deze wet vallen onder toepassing van artikel 2.

Gegeven te Motril, 30 December 1968.

BOUDEWIJN.

Van Koningswege :

De Minister van Verkeerswezen,

A. BERTRAND.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Communications, le 15 juillet 1968, d'une demande d'avis sur un projet de loi « modifiant la loi sur l'enseignement maritime, coordonnée par l'arrêté royal du 20 septembre 1960 » a donné le 17 juillet 1968 l'avis suivant :

Le projet de loi a pour objet de compléter sur deux points la loi sur l'enseignement maritime, coordonnée par l'arrêté royal du 20 septembre 1960, de manière, d'une part, à rendre possible la détermination des subventions-traitements lorsqu'elles concernent un enseignement qui n'a pas d'équivalent dans l'enseignement de l'Etat, et, d'autre part, à régler l'octroi des subventions de l'Etat à l'association sans but lucratif « Œuvre royale « Ibis », Ecole des pupilles de la pêche maritime ».

..

L'article 1^{er} du projet répond à la première préoccupation de la loi en projet en chargeant le Roi d'arrêter les modalités de fixation des subventions-traitements dans l'hypothèse envisagée.

Le texte à insérer à l'article 36 de la loi coordonnée sur l'enseignement maritime gagnerait à être rédigé comme suit :

« Lorsqu'il n'existe pas d'établissement de l'Etat similaire, le Roi détermine, pour les membres du personnel des établissements subventionnés, les modalités de fixation des subventions-traitements ».

L'article 2 du projet, en revanche, n'atteint pas le but décrit par l'exposé des motifs, qui est « de fixer légalement » les règles selon lesquelles des subventions seront accordées par l'Etat à l'Œuvre royale Ibis. Il se borne, en effet, à s'en remettre au Roi, par le moyen d'une habilitation spéciale, du règlement du problème. Il importerait que cette discordance entre l'exposé des motifs et le texte de l'article 2 soit éliminée.

L'Œuvre royale Ibis est essentiellement un établissement d'enseignement et est manifestement tenue pour tel par le projet. Il s'ensuit que si l'on entend effectivement charger le Roi de déterminer les modalités de la fixation de l'ensemble des subventions à accorder à l'Œuvre, il importe, pour respecter le prescrit de l'article 17 de la Constitution, d'indiquer au moins les conditions essentielles auxquelles il devra se conformer à cet égard.

Aux termes de l'article 3, la loi en projet aura effet au 1^{er} septembre 1958. La portée de cette disposition n'apparaît pas clairement.

Si, comme cela semble ressortir de l'exposé des motifs, l'intention du Gouvernement est de régulariser a posteriori, par cette disposition, l'allocation des subventions qui auraient été attribuées à l'Œuvre depuis le 1^{er} septembre 1958, un article distinct doit être consacré à une telle mesure que seul le législateur peut prendre. Une intervention du Roi à cet égard constitue un détour superflu car il se conçoit mal que le législateur s'en remette au Roi du soin de couvrir à sa place des actes accomplis par Lui et dont la régularité serait douteuse.

Si, par contre, l'article 3 n'a pour objet que de charger le Roi d'arrêter pour une période révolue les modalités de fixation des subventions qui, lors de la publication de la loi en projet, n'auront pas encore été octroyées, il vaudrait également mieux d'y consacrer un article distinct pour éviter toute équivoque.

Il importe enfin de rappeler qu'aux termes de l'article 6 de l'arrêté royal du 6 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire, les avant-projets de loi qui

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacatiekamer, de 15^e juli 1968 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « tot wijziging van de wet op het zeevaartonderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 20 september 1960 », heeft de 17^e juli 1968 het volgend advies gegeven :

Het wetsontwerp strekt ertoe, de bij koninklijk besluit van 20 september 1960 gecoördineerde wet op het zeevaartonderwijs aan te vullen in tweërlei opzicht : eensdeels om het vaststellen van de weddetoelagen mogelijk te maken als het gaat om een onderwijs waarvoor geen overeenkomstig Rijks- onderwijs bestaat; anderdeels om te voorzien in het verlenen van Rijkstoelagen aan de vereniging zonder winstoogmerk « Het Koninklijk Werk Ibis, Kwekelingschool der zeevisserij ».

..

Aan het eerste oogmerk is in artikel 1 van het ontwerp tegemoetgekomen met de bepaling, dat de Koning voor het bedoelde geval de nadere regelen inzake vaststelling van de weddetoelagen aangeeft.

De tekst die daartoe in artikel 36 van de gecoördineerde wet op het zeevaartonderwijs moet worden ingevoegd, kan echter beter als volgt worden geredigeerd :

« Als er geen overeenkomstige Rijks- onderwijsinrichting bestaat, stelt de Koning, voor de leden van het personeel van de gesubsidieerde inrichtingen, de nadere regelen vast voor het bepalen van de weddetoelagen ».

Het tweede, in de memorie van toelichting omschreven doel daarentegen, namelijk de « wettelijke vaststelling van regelen voor het verlenen van Rijkstoelagen aan het Koninklijk Werk Ibis, is in artikel 2 van het ontwerp niet bereikt. Dat artikel laat het namelijk, via een bijzondere opdracht, gewoon aan de Koning over die zaak te regelen. Dit gemis van overeenstemming tussen de memorie van toelichting en de tekst zelf van het artikel moet worden weggewerkt.

Het Koninklijk Werk Ibis is essentieel een onderwijsinrichting en wordt in het ontwerp duidelijk als zodanig aange- merkt. Wil men dan ook werkelijk de Koning belasten met het bepalen van de nadere regelen voor het vaststellen van de gezamenlijke aan het Werk te verlenen toelagen, dan moet men, ter voldoening aan artikel 17 van de Grondwet, althans de hoofdvoorwaarden aangeven die hij daarbij moet in acht nemen.

Volgens artikel 3 zal de ontwerp-wet uitwerking hebben op 1 september 1958. De strekking van die bepaling is niet duidelijk.

Bedoelt de Regering — en naar de memorie van toelichting te oordelen lijkt dat het geval te zijn — de toelagen die sedert 1 september 1958 aan het Werk mochten zijn toegekend, achteraf te regulariseren, dan moet aan die maatregel, die alleen door de wetgever kan worden vastgesteld, een apart artikel worden gewijd. Hier de Koning laten optreden is een node- loze omweg : het is niet goed denkbaar dat de wetgever hem de zorg overlaat in zijn plaats dekking te bezorgen voor han- delingen die hij heeft verricht en waarvan de regelmatigheid twijfelachtig mocht zijn.

Heeft artikel 3 daarentegen alleen tot doel, de Koning, voor een periode die voorbij is, de nadere regelen te laten stellen voor het bepalen van toelagen welke bij de bekendmaking van de ontwerp-wet nog niet zijn verleend, dan nog is het, om dub- belzinnigheid uit de weg te gaan, verkieslijk met een apart artikel te werken.

Tenslotte zij nog gememoreerd, dat wetsontwerpen die nieuwe uitgaven kunnen meebrengen, volgens artikel 6 van het koninklijk besluit van 6 oktober 1961 tot regeling van de admi-

sont de nature à entraîner des dépenses nouvelles sont soumis à l'accord du Ministre des Finances.

Il n'a, apparemment, pas été satisfait à cette prescription.

La Chambre était composée de :

MM. F. LEPAGE, président du Conseil d'Etat; J. MASQUELIN et CH. SMOLDERS, conseillers d'Etat; P. DE VISSCHER et W. VEROUGSTRAETE, assesseurs de la section de législation; G. DE LEUZE, greffier-adjoint, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. A. VANDER STICHELE, substitut de l'auditeur général.

Le Greffier,
(s.) G. DE LEUZE.

Le Président,
(s.) F. LEPAGE.

*
**

Pour expédition délivrée au Ministre des Communications.

Le 30 juillet 1968.

Pour le Greffier du Conseil d'Etat.
G. DE LEUZE.

nistratieve en begrotingscontrole, aan de Minister van Financiën voor akkoord moeten worden voorgelegd.

Aan dat voorschrift blijkt in dezen niet te zijn voldaan.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren F. LEPAGE, voorzitter van de Raad van State; J. MASQUELIN en CH. SMOLDERS, staatsraden; P. DE VISSCHER en W. VEROUGSTRAETE, bijzitters van de afdeling wetgeving; G. DE LEUZE, adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de heer A. VANDER STICHELE, substituut-auditeur-generaal.

De Griffier,
(get.) G. DE LEUZE.

De Voorzitter
(get.) F. LEPAGE.

*
**

Voor uitgifte afgeleverd aan de Minister van Verkeerswezen.

De 30 juli 1968.

Voor de Griffier van de Raad van State.
G. DE LEUZE.